

SF 0504991

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MONTPELLIER**

N° 0504991

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE  
M. Bernard HYACINTHE  
Mme Marie CANOVAS-HUGOT

**AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

M. Jean-François MOUTTE  
Juge des référés

Le Tribunal administratif de  
Montpellier,

Audience du 8 novembre 2005

Ordonnance du 15 novembre 2005

Le juge des référés,

Vu la requête, enregistrée au greffe le 30 septembre 2005, sous le numéro 0504991, présentée pour l'association BOISSERON PATRIMOINE, dont le siège social est 100, chemin de Saint Martin, 34160 Boisseron, M Bernard HYACINTHE, élisant domicile 66, rue de la Vieille Porte, 34160 Boisseron, et Mme Marie CANOVAS-HUGOT, élisant domicile 75, rue de la Vieille Porte, 34160 Boisseron, par Me Patrice Ibanez, avocat au barreau de Montpellier ; ils demandent au juge des référés :

- d'ordonner, sur le fondement des dispositions de l'article L.521-1 du code de justice administrative, la suspension de la décision du 7 juin 2005 par laquelle le maire de Boisseron a délivré un permis de démolir à la SARL Conseil Promotion Investissement, jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision ;

- de mettre à la charge de la commune de Boisseron une somme de 1.500 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Ils soutiennent que la condition d'urgence posée par l'article L.521-1 du code de justice administrative est remplie ; que le permis attaqué a été signé par une autorité incompétente au regard des prescriptions combinées des articles L.430-1, L.430-2 du code de l'urbanisme et de l'article L.621-31 du code du patrimoine ; que le maire de Boisseron a omis de faire référence au fondement de l'article L.430-4 du code de l'urbanisme ; que le permis attaqué a été délivré en méconnaissance de l'article 4 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 ; que l'arrêté est insuffisamment motivé en violation de l'article R.430-15 du code de l'urbanisme ; que la décision est illégale en l'absence de prescriptions spéciales, le maire ayant ainsi commis une erreur manifeste d'appréciation ; que le permis de démolir est illégal du fait de l'illégalité de l'avis rendu par l'Architecte des Bâtiments de France qui ne pouvait se fonder sur l'article R.111-21 du code de l'urbanisme et aurait dû émettre une prescription ;

Vu la décision attaquée ;

Vu le mémoire en défense, enregistré au greffe le 4 novembre 2005, présenté pour la SARL Conseil Promotion Investissement, par la SCP Coulombié-Gras-Crélin-Becquevort, avocats au barreau de Montpellier, tendant au rejet de la requête susvisée et à la condamnation de chaque requérant à lui verser une somme de 1.000 euros en application de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;

Elle fait valoir que la requête est irrecevable s'agissant d'un acte ne faisant pas grief aux tiers ; que la condition d'urgence n'est pas satisfaite ; que l'avis émis par l'Architecte des Bâtiments de France est régulier ; que le signataire de l'avis avait délégation ; que le moyen tiré de la violation de l'article R.430-15-2 du code de l'urbanisme est inopérant ; que l'article 4 de la loi du 12 avril 2000 n'a pas été méconnu ; que le défaut de motivation invoqué ne peut être retenu ; que le permis de démolir n'est pas entaché d'une erreur manifeste d'appréciation ; que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France n'est pas illégal ;

Vu le mémoire enregistré le 8 novembre 2005 pour les requérants tendant aux mêmes conclusions par les mêmes moyens ;

Ils soutiennent en outre que la requête est recevable dès lors que la société Conseil Promotion Immobilier devait bien demander un permis de démolir ; que la condition d'urgence est satisfaite compte tenu du caractère irréversible du permis de démolir ; qu'il n'est pas justifié de la publication de la délégation de signature ;

Vu le mémoire, enregistré au greffe le 9 novembre 2005, présenté pour la SARL Conseil Promotion Investissement, tendant aux mêmes conclusions par les mêmes moyens ;

Elle fait aussi valoir que la requête est irrecevable en l'absence de notification à l'Etat du recours au fond en application de l'article R.600-1 du code de l'urbanisme ; que les requérants n'ont pas établi d'atteinte à leurs intérêts ;

Vu le mémoire, enregistré au greffe le 9 novembre 2005, présenté pour l'association BOISSERON PATRIMOINE, M. Bernard HYACINTHE et Mme Marie CANOVAS-HUGOT, tendant aux mêmes conclusions par les mêmes moyens ;

Ils soutiennent aussi que l'assemblée générale de l'association a régulièrement autorisé la présente instance ; que le permis de démolir était obligatoire pour un bâtiment compris dans le champ de visibilité d'un édifice protégé et qu'ainsi la décision attaquée n'est pas superfétatoire ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la requête numéro 0504156, enregistrée au greffe le 29 juillet 2005, par laquelle les mêmes requérants demandent l'annulation de la décision du 7 juin 2005 ;

Vu la décision en date du 7 octobre 2005, par laquelle le président du Tribunal a désigné M. Jean-François MOUTTE, président, pour statuer sur les demandes de référé ;

Après avoir régulièrement convoqué à une audience publique :

- Maître Patrice Ibanez, représentant l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE, M. Bernard HYACINTHE et Mme Marie CANOVAS-HUGOT ;
- la commune de Boisseron ;
- la SCP Coulombié-Gras-Crétin-Becquevort, représentant la SARL Conseil Promotion Investissement ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 8 novembre 2005 :

. le rapport de M. Jean-François MOUTTE, juge des référés ;

. les observations de Maître Patrice IBANEZ, pour l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE, M. Bernard HYACINTHE et Mme Marie CANOVAS-HUGOT, qui reprend les moyens de ses mémoires ;

. les observations de M. PRATX, maire, et M. CHARREIRE, adjoint, pour la commune de Boisseron, qui concluent au rejet de la requête susvisée en faisant valoir que le projet est positif pour la commune et que l'Architecte des Bâtiments de France a donné un avis favorable ;

. les observations de Me COULOMBIE, représentant la SARL Conseil Promotion Investissement, qui reprend les moyens de son mémoire, soulève une autre fin de non recevoir tirée de la méconnaissance de l'article R.600-1 du code de justice administrative en l'absence de notification à l'Etat et soutient que les statuts de l'association produits ne permettent pas de s'assurer de son intérêt pour agir et de la qualité de la personne ayant introduit l'action ;

Après avoir différé, à l'issue de l'audience, la clôture de l'instruction au 9 novembre 2005 à 17 heures ;

**Sans qu'il soit besoin d'examiner les fins de non recevoir :**

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L.521-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'aux termes de l'article L.521-1 du code de justice administrative : «Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...)» ; et qu'aux termes de l'article L.522-1 dudit code : «Le juge des référés statue au terme d'une procédure contradictoire écrite ou orale. Lorsqu'il lui est demandé de prononcer les mesures visées aux articles L.521-1 et L.521-2, de les modifier ou d'y mettre fin, il informe sans délai les parties de la date et de l'heure de l'audience publique (...)» ; qu'aux termes du premier alinéa de l'article R.522-1 dudit code : «La requête visant au prononcé de mesures d'urgence doit (...) justifier de l'urgence de l'affaire» ;

Considérant que l'urgence justifie que soit prononcée la suspension d'un acte administratif lorsque l'exécution de celui-ci porte atteinte, de manière suffisamment grave et immédiate, à un intérêt public, à la situation du requérant ou aux intérêts qu'il entend défendre ; qu'il appartient au juge des référés d'apprécier concrètement et objectivement, compte tenu des justifications fournies par les parties et de l'ensemble des circonstances de chaque espèce, si les effets de l'acte litigieux sont de nature à caractériser une urgence justifiant que l'exécution de la décision soit suspendue avant l'intervention du jugement de la requête au fond ;

Considérant que le permis de démolir, accordé par le maire de Boisseron à la société Conseil Promotion investissement, a été délivré sous réserve d'une prescription imposant de respecter l'arrêté pris le 8 avril 2005 par le préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault, imposant la réalisation d'un diagnostic archéologique préalable conformément aux dispositions du code du patrimoine et du décret susvisé du 3 juin 2004 ; qu'il ressort des pièces du dossier que la démolition autorisée ne peut être mise en œuvre avant au plus tôt le mois de février 2006 ; que les requérants ne justifient ainsi pas de l'immédiateté de l'atteinte portée à leur situation ou aux intérêts qu'ils entendent défendre de nature à faire regarder comme remplie la condition d'urgence posée par l'article L.521-1 précité ; que les conclusions aux fins de suspension doivent en conséquence être rejetées ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative, que le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; que le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée et peut, même d'office, ou pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation ;

Considérant que ces dispositions font obstacle aux conclusions de l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE, de M HYACINTHE et de Mme CANOVAS-HUGOT dirigées contre la commune de Boisseron qui n'est pas, dans la présente instance de référé, la partie perdante ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions de la SARL Conseil Promotion Investissement tendant à l'application desdites dispositions ;

**ORDONNE :**

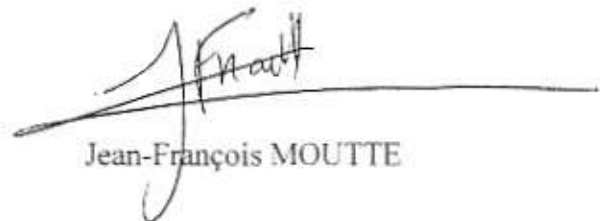
**Article 1er :** La requête de l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE, de M. HYACINTHE et de Mme CANOVAS-HUGOT est rejetée.

**Article 2 :** Les conclusions de la SARL Conseil Promotion Investissement tendant à l'application des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

**Article 3 :** La présente ordonnance sera notifiée à l'ASSOCIATION BOISSERON PATRIMOINE, à M. Bernard HYACINTHE, à Mme Marie CANOVAS-HUGOT, à la commune de Boisseron et à la SARL Conseil Promotion Investissement.

Fait à Montpellier, le 15 novembre 2005

**Le Juge des Référés,**



Jean-François MOUTTE

**La Greffière,**



Josiane MILLAND-LALANNE

La République mande et ordonne au **préfet de l'Hérault** en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,  
Montpellier, le 15 novembre 2005

**La greffière,**



Josiane MILLAND-LALANNE